



ព្រះរាជាណាចក្រកម្ពុជា  
ជាតិ សាសនា ព្រះមហាក្សត្រ

អង្គជំនុំជម្រះវិសាមញ្ញក្នុងតុលាការកម្ពុជា

Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia  
Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens

Kingdom of Cambodia  
Nation Religion King  
Royaume du Cambodge  
Nation Religion Roi

សាធារណៈ / Public

## LA CHAMBRE DE PREMIÈRE INSTANCE

Date : 7 février 2014

À : Wendy LOBWEIN, Chef de l'Unité de  
soutien aux témoins et aux experts

Date : 24 novembre 2014

DE : Susan LAMB, Juriste hors classe de la Chambre de première instance

COPIE À : Tous les juges de la Chambre de première instance ; toutes les parties,  
dossier 002

OBJET : Mise à disposition des déclarations antérieures des témoins avant leur  
déposition

Comme indiqué dans le mémorandum aux parties du 18 novembre 2011 (Doc. n° E141), la Chambre de première instance a récemment déclaré que le déroulement des débats gagnera en efficacité si, avant de venir, les témoins ont la possibilité de rafraîchir leur mémoire en relisant leurs déclarations antérieures pour vérifier s'ils en maintiennent les termes. L'Unité de soutien aux témoins et aux experts se verra remettre les déclarations antérieures de chaque témoin afin de pouvoir les leur présenter pour relecture. L'objet du présent mémorandum est de vous faire part des directives de la Chambre concernant la portée et la finalité de cette mesure et de garantir aux parties la plus grande transparence possible.

Cette initiative cherche à éviter de perdre un temps d'audience précieux qui serait consacré par les témoins à se remémorer leurs déclarations antérieures ou à attester qu'ils ont bien fait ces déclarations (par exemple en vérifiant leurs signature ou empreintes digitales). La Chambre a estimé que les témoins pouvaient se voir offrir la possibilité de lire leurs déclarations antérieures dans le cadre de la procédure habituelle que suit la Section d'appui aux témoins et aux experts et visant à familiariser ceux-ci avec la salle d'audience et à leur permettre d'avoir des repères au sein de celle-ci avant leur déposition.

La Chambre confiera à la Section d'appui aux témoins et aux experts des copies des déclarations antérieures pertinentes peu avant l'arrivée prévue des témoins aux CETC. La Section d'appui aux témoins et aux experts doit remettre à chaque témoin une copie de ses déclarations antérieures et lui accorder le temps nécessaire à leur lecture. Une fois que les témoins auront eu la possibilité de lire leur déclaration, celle-ci doit être gardée et détruite par la Section d'appui aux témoins et aux experts afin d'éviter toute diffusion accidentelle d'informations confidentielles et toute allégation d'entente entre témoins. La Section d'appui aux témoins et aux experts ne doit répondre à aucune question des témoins en rapport avec la teneur de leur déclaration ni tenter de faire le moindre commentaire à son sujet. Toutefois lorsqu'un témoin est analphabète ou autrement incapable de lire la déclaration, la Section d'appui aux témoins et aux experts peut la lui lire, une fois encore sans formuler de commentaire.

Si ce faisant les témoins ou la Section d'appui aux témoins et aux experts sont confrontés à des problèmes, il convient de les notifier à la Juriste hors-classe afin que la Chambre et les parties puissent en être dûment informées.

Dans l'intérêt d'une procédure menée sans retard excessif, la Chambre compte sur les co-avocats principaux pour s'assurer que les parties civiles communiquent à la Chambre uniquement les informations pertinentes pour le premier procès du dossier n° 002 et qu'elles soient par ailleurs préparées pour déposer en audience. Par conséquent, la Chambre n'envisage pas que la Section d'appui aux témoins et aux experts intervienne directement pour ce qui est des demandes de constitutions de partie civile ou d'autres déclarations antérieures que ces personnes auraient faites.

Suite à l'Ordonnance de disjonction, la Chambre pourra, selon que de besoin lors du premier procès dans le cadre du dossier n° 002, communiquer par l'intermédiaire de la Section d'appui aux témoins et aux experts des instructions destinées à orienter la portée des dépositions des témoins experts.